



ON FAIT ENCORE LE PLEIN LE PREMIER MAI: NOUS NE TOURNERONS PAS LA PAGE !

Ce 1er mai, des millions de travailleurs et travailleuses ont encore défilé pour affirmer leur refus de la réforme des retraites, et plus largement, de toute la politique de Macron et son gouvernement au service des capitalistes. Signe de la force de la mobilisation, c'est la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale que toutes les organisations syndicales défilent ensemble un 1er mai.

La colère contre le gouvernement et sa politique

Malgré l'esacement des journées de mobilisation intersyndicales, la contestation se poursuit. Des milliers de travailleurs et syndicalistes, et de jeunes, notamment à l'appel de la coordination nationale étudiante, ont défilé. Mais surtout, pas un seul membre du gouvernement n'a pu sortir sans affronter la colère (et les casseroles) de la population, quand ils ne se sont pas retrouvés dans le noir. Macron a même tenté d'interdire la distribution de cartons rouges et de sifflets aux abords du Stade de France, où il assistait à la finale de la Coupe de France de football. Manque de chance, la justice a cassé cette interdiction, et le président a préféré se cacher dans le local des arbitres pour ne pas se faire huer par le stade !

Une politique raciste pour diviser les travailleurs

Le gouvernement cherche à détourner l'attention en distribuant les promesses : ici quelques primes aux enseignants, là des aides aux personnes handicapées, mais tous se rendent vite compte qu'il n'y a que du vent. C'est surtout la chasse aux pauvres qui montre le vrai visage de ce gouvernement, notamment à Mayotte, avec son opération « Wuambushu ». Des bidonvilles sont rasés dans une mise en scène raciste pour expulser les populations des îles voisines venues pour fuir une misère encore plus grande, dont la politique coloniale française est la première responsable. Darmanin prend prétexte des violences commises par les bandes qui se développent sur le terreau de la misère pour envoyer ses CRS réprimer la population, et même tirer à balles réelles. C'est une grossière tentative de diversion pour diviser les travailleurs et désigner les immigrés comme des boucs émissaires, alors que la colère gronde contre Macron, le président des patrons.

Après le 1er mai, on continue...

Bien qu'il continue de montrer les muscles, le gouvernement est en difficulté. Preuve en est, l'agence Fitch, une des principales agences au service des capitalistes qui note les États selon leur politique et les profits qu'ils en attendent, a dégradé la note de la France

en raison des mouvements sociaux. C'est bien le signe que nous devons continuer, sans attendre le 8 juin comme le propose l'intersyndicale ! Des assemblées générales et coordinations, dont la coordination nationale étudiante appellent à manifester à nouveau le 4 mai. Il faudra se saisir de toutes les occasions pour continuer à montrer notre colère.

Contre Macron et son monde, le capitalisme !

La presse agite la menace de l'extrême droite en embuscade. Il est sûr que le RN se frotte les mains en voyant le rejet de Macron et de sa politique. Mais celui-ci est tout autant au service du patronat. Certaines bandes de nazillons s'en sont même pris physiquement à des piquets de grève et des manifestations. Derrière les discours qui se prétendent en faveur des classes populaires, le naturel revient au galop. Et ce n'est certainement pas Le Pen présidente qui augmentera les salaires, elle qui s'oppose à la hausse du Smic.

Pour « un monde meilleur », comme beaucoup le chantent en manifestation, c'est bien sur nos luttes qu'il faudra compter. En ne lâchant pas sur les retraites, mais aussi en étendant la mobilisation à tous les autres sujets, des salaires au sous-effectif. Pour faire reculer Macron, il faut s'en prendre à son commanditaire, le patronat. C'est nous, le monde du travail, qui faisons tourner cette société, nous avons les moyens de lui en faire voir de toutes les couleurs !

Éditorial du NPA du 1er mai 2023



Recherche salariée enceinte pour remplacement

Lorsqu'une salariée de l'hôpital est enceinte, il faut attendre qu'une deuxième le soit pour qu'elle soit remplacée. En somme, un travail sur deux ne l'est pas dans ce genre de situation. A croire que le problème du manque de bras à l'hôpital, c'est à cause des soignantes qui attendent un gosse. Les directions et le gouvernement seraient ravis de nous faire avaler ça pour faire oublier leurs politiques de casse de l'hôpital !

Passage à l'attaque sur les 12h

Dans beaucoup de services de l'hôpital, des salariés sont menacés d'être poussés vers la sortie lorsqu'ils expriment leur volonté de rester à 8h de service, et non passer aux 12h. Les 49.3, quand on se fait exploiter au travail, ce n'est pas qu'à l'Assemblée Nationale ! Contre les diktats de la direction, la résistance collective demeure une nécessité.

La direction du CHU joue avec nos emplois du temps

La direction de l'hôpital s'arroge le droit de modifier les emplois du temps des salariés 15 jours avant que ceux-ci deviennent effectifs. Se retrouver dans le pétrin dans sa vie privée à cause de ces modifications ? Ce n'est pas leur problème ! Et cette dynamique n'est que renforcée par le jeu des chaises musicales dû à la pénurie de personnels. La direction du CHU ? Des perturbateurs professionnels, davantage que des « gestionnaires »...

La France lutte contre la pauvreté grâce à la prison.

Les riches ont coutume de penser qu'expliquer la délinquance par la pauvreté revient à la justifier... Pourtant, la France connaît un énième pic de sa population carcérale : 73 080 personnes détenues dont beaucoup en attente de jugement ou condamnées pour des délits mineurs...

En parallèle, le vol à l'étalage est en augmentation de 14% pour 2022 et ce en réponse à l'inflation, que ce soit dans les grandes villes ou les zones rurales.

Des études sociologiques des universitaires aux rapports d'association, le constat est le même. Mais quand on sait que les capitalistes et l'Etat pensent que la pauvreté est un crime, plus de doutes, que des confirmations.

De l'argent bien dépensé...

Le gouvernement a mis en ligne une plateforme intitulée « En avoir pour mes impôts » pour que chacun d'entre nous puisse estimer la valeur des services publics accessibles gratuitement (un accouchement, une année de scolarité d'un collégien, un kilomètre de route...). C'est sûr que quand on voit l'état de l'hôpital public et qu'une grande partie de nos impôts servent à fabriquer des armes et financer les entreprises d'armement, on peut dire qu'on en a pour nos impôts ! La bonne blague !



Le programme de fidélité de l'hôpital

À l'hôpital, certains cadres refusent de reconnaître la marchandisation rampante des soins. Les soignants ironisent sur leur hypocrisie : "Les bons « clients » devrait être mieux récompensés : après 3 passages, prise en charge prioritaire et pas de queue !". Les chefs restent de marbre cette fois-ci, mais pourraient bien finir par rire jaune quand les soignants se mettront en ordre de bataille contre les mesures mises en place...

Sois malheureux.se au travail ou crève.

Jusque là, l'abandon de poste était le seul recours pour les employé(e)s excédé(e)s par des conditions de travail exécrables, mais ça, c'était avant. Alors que la jurisprudence de la Cour de cassation était formelle (une démission devait être exprimée de manière claire et non équivoque de la part du salarié), le gouvernement décide de la balayer à coups de décrets. Désormais, un abandon de poste vaut présomption de démission...

Tout ça, pour ne pas s'attaquer au fond du problème : le mal-être au travail. Le gouvernement des patrons préfère sanctionner la forme et rendre plus difficile l'accès aux indemnités de perte d'emploi pour les travailleurs.

C'est noté, mais qu'ils ne désespèrent pas, notre camp aussi sait comment détourner la loi.

Qui est le véritable étranger ?

Pour l'opération Wuambushu, plus de 500 membres des forces de l'ordre ont été déployés afin de détruire des milliers de bidonvilles où s'entassent des familles venues des autres îles de l'archipel des Comores. Le gouvernement, relayé par des politiciens locaux et une partie de la population, accuse les migrants de tous les maux dont souffre l'île : sous-développement, misère, délinquance, etc. Des boucs émissaires faciles, venus des îles voisines sur des embarcations de fortune. Avant de devenir le 101e département de l'Hexagone, Mayotte fut détachée arbitrairement par l'impérialisme français des autres îles devenues indépendantes en 1974, car ce dernier voulait conserver une vaste zone économique exclusive dans cette partie de l'océan Indien. Ce « diviser pour régner » a laissé des traces.

Ce bulletin est le tien, fais le circuler !

Lille, le 2 mai 2023

**SI TU AS DES IDÉES DE SUJETS À ABORDER SUR LE BULLETIN : CONTACTE-NOUS SUR
NPALILLE2022@GMAIL.COM**